



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 31 octobre au 6 novembre 2019

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Relation États-Unis & Mexique

Le Mexique a consolidé sa place de 1er partenaire commercial des États-Unis, avec 465 Mds USD d'échanges commerciaux entre janvier et septembre, en croissance de +1,9 % g.a. Le Mexique représente ainsi 14,9 % des échanges commerciaux étatsuniens, devant le Canada (14,8 %) et la Chine (13,5 %). Le Mexique a exporté d'avantage, pour 270,2 Mds USD (+5 % g.a.) et importé moins, pour 194,1 Mds USD (-2,1 %) sur la période.

Le Mexique est le 2^{ème} pays ayant le plus bénéficié de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, selon la conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement (UNCTAD). Les flux commerciaux entre la Chine et les États-Unis ont été redirigés vers d'autres partenaires économiques à hauteur de 21 Mds USD sur le S1 selon l'UNCTAD : 4,2 Mds USD par Taïwan, le principal gagnant, secondé par le Mexique à hauteur de 3,6 Mds USD.

Économie

Le consensus de croissance pour 2019 au Mexique a été revu une nouvelle fois à la baisse, à 0,1 % g.a, soit -0,2 points de pourcentage par rapport au mois dernier. Le consensus a également été abaissé en 2020, à 1,2 % g.a. vs. 1,3 % g.a. prévu le mois dernier. Les économistes mexicains s'attendent par ailleurs à une nouvelle baisse de 0,25 points du taux directeur de Banxico à 7,25 %. Une autre baisse de 0,75 points sur 2020 est également anticipée. L'inflation devrait s'établir pour 2019 à 3 % (au centre de la cible de Banxico), et à 3,5 % en 2020. Enfin, le taux USD/MXN est attendu à 19,75 USD/MXN fin 2019 et à 20,07 USD/MXN fin 2020.

Les transferts de fonds des migrants (remesas) ont atteint 3 Mds USD en septembre, soit une augmentation de 13,3 % en glissement annuel. Malgré un ralentissement du flux de 400 M USD observé par rapport au mois d'août, les remesas s'élèvent à un niveau historique sur les neuf premiers mois de l'année : 26,6 Mds USD.

Les ventes de véhicules au Mexique ont poursuivi leur baisse, de 9 % g.a. en octobre, avec 108 000 véhicules vendus sur le mois. Cumulée depuis le début de l'année, la baisse atteint 7,7 %. Les analystes expliquent cette baisse par la détérioration de la situation sur le marché du travail et par les faibles prévisions de croissance pour 2019 et 2020. Le directeur général de l'association mexicaine des distributeurs d'automobiles (AMDA) anticipe une baisse

de 9 % g.a. pour 2019. Nissan est le leader du marché (20 % de parts de marché, -14,8 % g.a.) suivi par General Motors (16 %) et Volkswagen (11 %).

La production de véhicules a de son côté chuté fortement de 16,3% g.a. au mois d'octobre pour atteindre 311 000 unités, tout comme les exportations qui accusent une forte baisse à -19,5%. Cette forte baisse est due à une conjoncture défavorable, Ford n'ayant produit aucune voiture sur le mois pour procéder à un changement de plate-forme et GM ayant diminué de 30% sa production suite à un manque d'approvisionnement. Sur les dix premiers mois de l'année, la production a baissé de 2,6% g.a.

Les exportations de pétrole brut passent à nouveau en dessous de la barre des 1 million de barils en septembre (juin également) à 994 600 barils de pétrole brut par jour, soit une baisse de 17,5 % g.a. Il s'agit des exportations les plus faibles depuis 1980. Les revenus issus des exportations ont ainsi enregistré une baisse de 31 % g.a. Par ailleurs, **l'utilisation de ce pétrole brut pour son système domestique de raffinage expliquerait également la baisse des exportations : le pétrole extrait envoyé par PEMEX à son propre système de 6 raffineries a augmenté de 29 % depuis janvier**, à 653 000 barils par jours en moyenne.

66 des 69 fonds de pensions publics mexicains à régime définis qui ont été analysés par l'auditeur supérieur de la fédération (ASF) seraient insoutenables. Les 69 fonds à régimes définis représentent 72 % du PIB en 2018, soit 3 fois plus que les systèmes de pensions privés. L'ASF a, à nouveau, présenté les systèmes de pension à régimes définis comme étant insoutenables financièrement et dotés de réserves insuffisantes. L'ASF demande également une homogénéisation du système aujourd'hui très fragmenté. 34 % des travailleurs mexicains formels font partie du système de pension à contributions définies – dont 79 % auprès de l'IMSS.

Finances publiques

Pour compenser le manque de recettes dû au ralentissement économique du pays, le ministère des finances a annoncé vouloir prélever plus de 7,8 Mds USD du fonds de stabilisation des recettes budgétaires, soit 58% de ses ressources. Au cours des neuf premiers mois de l'année, le gouvernement a collecté pour 207 Mds USD soit 627 M USD en dessous des recettes anticipées dans le budget pour l'année 2019. Les experts ont regretté que ces ressources soient en majeure partie utilisées pour soutenir PEMEX au détriment de l'investissement en infrastructures.

Le vice-ministre des finances en charge des dépenses, V. Rodríguez Ceja, a indiqué que les marges de manœuvre budgétaires étaient très limitées par le fait que 82 % du budget soit fléchi vers des dépenses incompressibles : salaires des fonctionnaires, pensions et service de la dette et financement des organismes publics autonomes et indépendants. Le sujet des pensions est spécifiquement mis en avant par le vice-ministre comme une contrainte pour le budget en 2020.

Les ressources transférées aux Etats ont diminué de 1,9% g.a. après une première réduction de 9,2% en août. Cette baisse est principalement due à la faiblesse de l'économie mexicaine et la baisse de la collecte fiscale. En détail, 19 Etats ont reçus moins de ressources dédiés aux dépenses non-programmables dont le Guerrero (-33% g.a.), Baja California Sur (-8%) et le Yucatan (-8%). A l'inverse, certains Etats ont vu leurs ressources allouées augmenter : San Luis Potosi (+14%), Michoacán (+10%).

Le directeur de l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS) a annoncé un plan de réformes pour « sauver » l'organisation publique affaibli par une situation financière précaire. L'année 2018 a été marquée par la précarisation des services notamment dans les hôpitaux. Parmi les mesures annoncées dans le budget 2020, on notera le recrutement de près de 11 000 postes de personnels hospitaliers, la construction de 60 hôpitaux et un meilleur contrôle des paiements des cotisations patronales. Le budget prévoit une augmentation des investissements de 680 M USD.

48 % du budget dans les programmes prioritaires du gouvernement – soit 2,2 Mds USD – n'ont pas été exécutés. Il s'agit en 1^{er} lieu du programme d'apprentissage *Jóvenes Construyendo el Futuro*, qui compte un sous-exercice de 730 M USD selon le ministère des finances. La construction de l'aéroport à Santa Lucía et les crédits aux producteurs agricoles enregistrent tous deux un sous exercice de 460 M USD (8,8 Mds MXN). La construction du train maya accuse une sous-exécution de 160 M USD (3 Mds MXN).

Entreprises et grands contrats

Le ministère de la défense, a annoncé l'ouverture au marché privé de la construction des infrastructures complémentaires de l'aéroport de Santa Lucía. Les infrastructures de base - comprenant les pistes, plates-formes d'embarquement, aérogare et tour de contrôle notamment – seront construites par le ministère qui espère inaugurer l'aéroport en mars 2022. La chambre mexicaine de l'industrie et de la construction a salué cette décision et souhaite dès à présent lancer des partenariats pour contribuer à l'avancement des travaux, estimés au total à 4,8 Mds USD.

Le président AMLO se réunira en novembre avec l'association des compagnies privées d'hydrocarbures (Amexhi) pour déterminer l'attribution d'éventuels nouveaux champs d'exploration pétroliers dans le pays. Les entreprises privées ont déjà investi 10 Mds USD dans le pays et ont atteint une production de 44 000 barils de pétrole brut journalier. L'association regrette principalement la complexité réglementaire et administrative pour le forage de nouveaux puits.

Huit des neuf filiales de l'entreprise publique mexicaine CFE risqueraient la faillite technique, selon l'auditeur supérieur de la fédération (ASF). Par ailleurs, trois des neuf filiales ont présenté un rendement financier (ROA) négatif sur l'année 2018.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 06/11/2019
Bourse (IPC)	+ 0,2 %	-4,7 %	43 818 points
Taux de change USD/Peso	+0,4 %	-3,7 %	19,15 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,4 %	-6,9 %	21,19 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+9,8 %	-20,8 %	52,12 USD

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

L'agence de notation Fitch maintient son évaluation de la dette du Costa Rica de long terme en monnaie étrangère à B+, assortie d'une perspective négative. Cette notation reflète la fragilité des finances publiques et les risques liés à la mise en place de règles budgétaires visant à freiner la croissance des dépenses courantes. Selon l'agence de notation, le déficit budgétaire devrait s'établir en 2019 à 6,3% du PIB alors qu'il était de 5,9% en 2018.

La Banque Centrale du Costa Rica essaie de redynamiser son économie avec une nouvelle baisse de 50 points de base de son taux directeur, qui, s'établit désormais à 3,25%.

La Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) a approuvé le prêt de 550 M USD pour la construction du train électrique interurbain.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

La Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) a approuvé un prêt visant à soutenir le secteur caféier pour un montant de 286 M USD. Le prêt servira à rénover près de 20% du parc caféier du pays.

L'Université del Valle livre le satellite Quetzal-1 à l'Agence Spatiale Japonaise (JAXA) pour le mettre en orbite en 2020. D'un coût de 250 000 USD, le premier satellite guatémaltèque de type CubeSat 1U contribue à la préservation de l'environnement, notamment par un capteur optique visant à détecter la présence de chlorophylle dans les corps d'eau. Ceci aiderait notamment à résoudre les problèmes liés aux cyanobactéries du lac Atitlán.

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

Les autorités honduriennes se sont réunies avec les services une délégation du FMI pour évaluer la situation économique et revoir le programme économique *stand by* validé en juin dernier. Ce programme vise notamment à améliorer la gouvernance, le climat des affaires en y octroyant un crédit de 311 M USD. Il vise par ailleurs à garantir la stabilité macroéconomique à travers des réformes de l'Entreprise Nationale de l'Energie Electrique (ENEE), très endettée.

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

La Banque Centrale de Nicaragua (BCN) a réduit le taux de dévaluation annuel autorisé de 5% à 3%. D'après la BCN, la mesure permettrait de limiter la hausse des coûts d'importation résultants de la dévaluation.

Le ministère des finances a annoncé que le Nicaragua a perçu 364 M USD d'investissements directs à l'étranger au cours du premier semestre 2019, soit -25% g.a. La BCN observe néanmoins une reprise de la confiance des investisseurs au 2^{ème} trimestre (235,5 M USD contre 64 M USD au 2^{ème} trimestre 2018). 31% étaient destinés au secteur industriel, 26% au secteur financier et 16% au secteur commercial.

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

L'Assemblée nationale a approuvé en troisième lecture le budget de l'Etat pour l'année fiscale 2020, qui s'établit donc à 23,3 Mds USD, desquels 7,7 Mds USD seront destinés à financer les investissements.

Les IDE ont augmenté de 10,5% g.a. sur les 6 premiers mois de l'année, pour atteindre 3,2 Mds USD.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

D'après le rapport *Perspectives du Commerce International de l'Amérique Latine et des Caraïbes 2019* de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), Le Salvador verrait ses exportations croître de 3,5% et ses importations de 3,3% par rapport à l'année précédente. La Corporation des Exportations du Salvador (COEXPORT) est plus prudente dans ses prévisions face à la baisse attendue des exportations de sucre, de café et du textile.

Le secteur salvadorien des assurances privées a le plus fort taux de croissance de la zone centraméricaine, à 8% pour 2019 d'après le rapport *Industrie des Assurances en Amérique Centrale*, présenté par l'agence de notation Fitch Rating. Cette croissance représente le double de celle prévue pour Guatemala et le Panama. D'après Fitch Rating, cette tendance s'expliquerait par un bon climat des affaires, une progression de l'assurance-vie, dont la branche augmenterait de 20% par an, ainsi que par l'émergence des microcrédits.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Avianca suspend la vente de billets d'avion à destination et en provenance de Cuba en attendant de régulariser sa situation avec l'OFAC. Synergy Aerospace Corp, entreprise américaine, est désormais actionnaire majoritaire de la compagnie aérienne panaméenne. Cette dernière est maintenant soumise à la réglementation américaine. Alors que ses opérations commerciales à destination et en provenance de Cuba auraient pu enfreindre le Règlement sur les Contrôles des Actifs Américains (OFAC), la compagnie a décidé de divulguer volontairement cette information et de coopérer avec les autorités américaines ainsi que de suspendre la vente de billets d'avion vers et depuis Cuba pour régler au plus vite cette affaire.

Nouvelle entreprise à Mariel : Le 31 octobre dernier l'entreprise portugaise Ecoplast, S.A. a reçu l'autorisation de s'implanter dans la Zone Spéciale de Mariel pour la production de produits ménagers en plastique et de moules. Autorisée à exercer ses activités pour une durée de 25 ans, Ecoplast S.A. (filiale du groupe Enpromoulds Moulds Engineering & Production Ltda) sera la première entreprise à opérer dans le parc industriel de ViMariel, construit par le groupe vietnamien Viglacera. La production d'Ecoplast S.A., qui comprend également des flacons de médicaments et des emballages pour des articles hygiéniques. Six ans après sa fondation, la Zone spéciale de Développement de Mariel a attiré environ 2,2 M USD investis dans 49 projets d'entreprises.

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

La Banque de Jamaïque (BOJ) est sur le point d'être recapitalisée par le gouvernement jamaïcain (GOJ) à hauteur de 5 à 8% de ses engagements monétaires. Cela représenterait environ 28 milliards de dollars, soit 5% du passif monétaire. Cette recapitalisation s'inscrit dans le paquet de mesures visant à rendre la BOJ indépendante.

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

Le sénat a approuvé l'injection de plus de 430 M USD (22 Mds DOP) au budget pour 2019 via le recours à l'endettement. La mesure résulte de la mauvaise collecte fiscale, et accroît le déficit de 1,7 % à 2,2 % du PIB. L'exécutif met en avant la baisse de la croissance mondiale pour expliquer la baisse des recettes fiscales.

Le secteur privé dominicain et les agences du secteur public ont signé un engagement mettant en avant leur volonté d'atteindre les engagements pris par la République dominicaine dans le cadre des accords de la COP21. L'engagement porte notamment sur l'établissement d'un système de *monitoring*, de *reporting* et de vérification des émissions de gaz à effets de serre.

La République dominicaine a été désignée comme la meilleure destination touristique à l'étranger par la revue mexicaine « *Convenciones Latinoamérica* ». Par ailleurs, les touristes mexicaines ont connu la meilleure dynamique depuis début 2019, avec une croissance de 31 %.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Économique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

